

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19971 - 77ÈME ANNÉE

## Inauguration de la 1ère Maison labellisée France Services à Village-Desprez

### CINOR : la proximité, ciment de la cohésion sociale



**Nouvelle et éclatante illustration de l'attachement de la CINOR à œuvrer sous le signe du partenariat élargi afin de répondre aux attentes de la population, et particulièrement, celles en grandes difficultés, eu égard au contexte de crise à multiples facettes accentuées par la situation sanitaire à travers l'inauguration hier matin de la première structure de proximité labellisée France Services. Un événement rappelant, plus que jamais, que la lutte doit se conjuguer sous le signe de la Solidarité et la Fraternité renforcées pour porter encore plus loin la bataille pour l'égalité de tous pour l'accès à un service public de qualité.**

Une nouvelle brèche dans le mur

de l'indifférence, parfois, de l'exclusion, souvent, a été symboliquement ouverte hier matin par les partenaires réunis autour de Maurice Gironcel, lors de l'inauguration de la Maison intercommunale France services de Village Desprez. Un quartier historique de Sainte-Suzanne dont la population, tout comme celle de l'ensemble des autres quartiers les moins lotis de l'île, a particulièrement été exposée aux conséquences conjuguées de la crise sanitaire dans tous les domaines de l'existence et a dû faire face avec dignité aux aléas quotidiens.

Une population tout comme celle de la commune qui peut désormais compter sur un allié de choix et qui sera à ses côtés, pour l'accompagner dans ses démarches admi-

nistratives auprès de huit services publics, dans tous les moments de son existence aussi bien, les bons que les mauvais.

#### 8 services publics en un lieu

Au sein de la MFS, les habitants pourront, en effet, compter sur la contribution d'animateurs formés à l'accompagnement social et aux démarches en lignes par les partenaires pour les accueillir du lundi au jeudi de 8h00 à 16h00 et le Vendredi de 8h00 à 12h00 et les aider dans leurs démarches auprès de ces huit services publics :

– Le ministère de l'Intérieur (aide

au renouvellement des papiers d'identité, du permis de conduire et de la carte grise).

- Les finances publiques (déclaration de revenus, appropriation du prélèvement à la source).
- La Justice (accompagnement de l'usager dans l'accès au droit).
- L'Assurance Maladie, de l'assurance retraite.
- La Caisse d'Allocations familiales.
- Pôle Emploi
- La Poste.

En effet, la MFS Village-Despez s'organise au quotidien pour répondre aux missions majeures que constituent :

- L'Accueil, l'information et l'orientation : avec documentation, orientation vers le bon interlocuteur et information sur les prestations
- L'Aide à l'utilisation des services en ligne dans le cadre de la télé-déclaration, avec en amont l'inscription et la mise à jour de l'espace personnel du citoyen, l'aide à la recherche d'emploi, la candidature en ligne, le suivi de sa demande de logement social...

Par ailleurs, la MFS est également présente dans l'Aide aux démarches administratives telles que : la constitution de dossiers, l'accompagnement à la création d'entreprise...

Elle s'investit aussi dans la mise en relation avec les partenaires, l'accompagnement et la Médiation numérique (avec mise à disposition de postes de travail avec initiation informatique) avec un souci particulier de privilégier l'accueil associatif et citoyen.

## « Au plus près des attentes des habitants »

« Cette maison commune permettra à chaque citoyen, quel que soit l'endroit où il vit, en ville ou dans les écarts, d'accéder aux services publics et d'être accompagné par notre personnel formé et disponible pour effectuer ses démarches du quotidien : qu'il s'agisse d'emploi, de santé, de la famille, de retraite, d'impôts, d'accès au droit (...) La mise en place de la Maison France Services fait écho à la volonté de l'État, via l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) placée auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, de rapprocher le service public des usagers (...) Notre responsabilité est, dans le contexte actuel, encore plus mobilisée. Nous sommes appelés à répondre aux besoins des citoyens qui souffrent aujourd'hui d'une triple crise sanitaire, économique et sociale. A travers notre nouveau plan de mandat, c'est un engagement dans la proximité pour être toujours au plus près des attentes des habitants qui est réaffirmé, tant au niveau de nos élus que de notre administration. La concrétisation de nos trois maisons de service sur le territoire du Nord en apporte la plus parfaite illustration », a poursuivi Maurice Gironcel, en réitérant ses remerciements et félicitations à l'ensemble des partenaires s'étant portées volontaires pour ce travail collectif visant la réhabilitation du droit pour tous à un service public de qualité : Pascal Gauci, le secrétaire

général de la Préfecture pour les Affaires régionales, Nadine Dammour, conseillère régionale, René Sotaca, conseiller départemental, les conseillers municipaux et intercommunaux, les représentants de la mairie et du CCAS de Sainte-Suzanne, de la Direction générale des Finances publiques, de la CGSS, de la CAF, Pôle Emploi, Mission Locale Nord, La Poste, du Secrétariat général des Hauts, du Conseil départemental de l'Accès au Droit, de l'AD2R, de Solidarnum,

## Renforcement de l'accompagnement aux familles

Pour sa part, lors de son allocution, Pascal Gauci a salué l'engagement de la CINOR dans sa démarche visant le renforcement de l'accompagnement aux familles ce qui constitue eu égard au contexte actuel et aux défis à relever, « un enjeu fondamental ».

L'inauguration hier de cette Maison France Services de Village Despez a été donc occasion supplémentaire et privilégiée pour la CINOR d'une seule et même voix avec ses partenaires d'exalter les valeurs de solidarité et de fraternité, essences même de cette communauté de projets.

Une démarche allant dans le sens du Mieux-Vivre Ensemble, gage d'un avenir meilleur pour tous et pour notre jeunesse, défi porté par sa CINOR depuis sa création en 1997 et réaffirmé dans son projet politique « Terre d'Avenir 2021-2030 ».

**M.S.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Même l'Agence internationale de l'énergie change de paradigme et défend la neutralité carbone

**L'Agence internationale de l'énergie reconnaît l'importance d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 pour avoir une chance de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Dans cette perspective, elle invite à oublier dès "maintenant" tout projet d'exploration pétrolière ou gazière et à ne plus vendre de voiture thermique neuve au-delà de 2035.**

Créée le 15 novembre 1974 à la suite du premier choc pétrolier, l'AIE est une organisation internationale destinée à faciliter la coordination des politiques énergétiques des pays membres. Elle s'est tout d'abord donné pour but d'assurer la sécurité des approvisionnements énergétiques (pétrole principalement) afin de soutenir la croissance économique. Elle entend accomplir au XXI<sup>e</sup> siècle cet objectif, tout en contribuant à la protection de l'environnement, à la réflexion sur les changements climatiques et sur les réformes des marchés. L'AIE étudie en détail tous les secteurs énergétiques sauf le domaine de la fission nucléaire, analysé par l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE. L'AIE est une agence autonome de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle a son siège au Carré Suffren au 31-35 rue de la Fédération dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris et compte, en 2019, 30 pays membres – tous les pays membres de l'OCDE à l'exception de cinq d'entre eux (Chili, Islande, Israël, Lettonie et Slovaquie).

L'agence internationale de l'énergie (AIE) publie sa feuille de route pour le secteur mondial de l'énergie en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le chemin est "étroit" mais encore "praticable", note l'AIE. À quelques jours de la COP26 de l'ONU, l'agence promet "d'énormes bénéfices" tant en termes d'emploi que de croissance économique ou de santé. Pour atteindre cette neutralité carbone, l'AIE invite à changer de paradigme énergétique. "Au-delà des projets déjà engagés en 2021, notre trajectoire ne prévoit aucun nouveau site pétrolier ou gazier," note ainsi l'Agence. "La baisse rapide de la demande de pétrole et de gaz naturel signifie qu'il n'y a pas d'exploration requise et qu'aucun champ gazier et pétrolier nouveau n'est nécessaire au-delà de ceux déjà approuvés". La feuille de route exclut aussi tout nouveau investissement dans les centrales électriques à charbon.

L'AIE espère atteindre la neutralité carbone du secteur électrique dès 2040. Cela impose d'instal-

ler d'ici 2030 quatre fois plus de capacités solaires et éoliennes chaque année qu'en 2020, année record. Pour 2050, l'Agence voit ainsi 90 % de l'électricité venir des renouvelables, et une large part restante du nucléaire. Les ressources fossiles ne fourniront plus qu'un cinquième de l'énergie, contre 4/5 aujourd'hui. Mais pour cela, les ventes de voitures neuves à moteur thermique doivent cesser dès 2035. Les calculs de l'AIE rejoignent ainsi ceux de l'ONG Transport & Environment. Dans les faits pourtant, la plupart des constructeurs n'en sont pas là. L'efficacité énergétique devra aussi croître de 4 % par an dès cette décennie, soit trois fois plus que le rythme moyen des deux dernières décennies.

"Placer le monde sur cette trajectoire requiert une action forte de la part des gouvernements, soutenus par une coopération internationale bien plus importante", estime le directeur de l'AIE, Fatih Birol. Et ce, alors que quelque 785 millions de personnes sont encore sans électricité.

Au total, cette trajectoire ferait passer l'investissement dans le secteur énergétique à 5.000 milliards de dollars annuels d'ici à 2030. Ce qui ajouterait 0,4 point de croissance par an au PIB mondial, calcule l'AIE dans une analyse menée avec le FMI. Les défis ne manquent pas. En particulier, il faudra assurer les approvisionnements en métaux rares, nécessaires aux énergies renouvelables. Les gisements sont concentrés dans un petit nombre de pays et porteurs d'instabilité si le marché n'est pas organisé, insiste l'AIE. Ainsi, la feuille de route existe, les solutions techniques sont encore à perfectionner, mais vu l'urgence on ne peut plus attendre.

**« Il faut d'abord savoir ce que l'on veut, il faut ensuite avoir le courage de le dire, il faut ensuite l'énergie de le faire. » Georges Clemenceau**

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# Oté

## An parlan d'Shagosse, la commission l'océan indien, in lorganism toksik ?

Mézami, pou sak i rapèl koman la COI-komission losséan indien – lé né zot i doi trouv drol kossa li la devnu ; an débutan lété in rassanbléman bande parti progreesist, in vré parti d'rassanbléman pou bande pèp loséan indien : in mouvman k'i rassanb é sirtou pa in mouvman k'i rojète. Té valab in n'afèr konmsa !

Mé oila dopi s'tan-la, li la dévnu in rogroupman bann zéta avèk son bande mission mé firamézir la parti an lo d'boudin ziska ké La franss la mète son grapin la dsi é sa i fonksyone la ptite somenn : oussa i lé linivèrsité loséan indien ? Na pi. Oussa i lé lo rogroupman bande média ? Na pi non pli. Oussa i lé lantante rante bande pèp ? Na pi, na pi, na pi. Zéro kalbass la fimé Granboi.

Dèrnyèrman sé in fonksyonèr d'La franss k'i fé la plui é lo botan, sé in lanbassadèr d'la Franss ki fé lo paon dann toussa, é biensir san mète lé moiyin-san lo nèr d'la guèr, mèm nou rényoné, ni égziss pi sé d'ote i égziss a noute plass.

La COI zordi sé in tissi d'kontradikassyon, par la fote La franss sirtou, par son rofi dékolonize pou vréman l'androi : el la kapare bann téritoir malgash é ziska prézan li fé lo vèr avèk sa. Tanka la solidarité avèk la Rényon ? Zing la boulette, bande pèp losséan indien – par zot zéta – i koné mèm pi si ni égziss sof pou vni tanzaote fé in konsèye minist shé nou.

Sa sé in n'afèr, mé sak lé pli grav, an parmi lo pli grav, sé par raporte Shagoss. Pa in sèl foi dann la COI la débata lo sor maléré noute bande frèr shgossien-pèp loséan indien konm ni koné – mèm pa lo pli pti volonté dress lo rin dovan l'anglètère épi l'amérik. Même pa la volonté di dé shoze avèk la boush si i gingn pa di avèk lé zarm.

Zordi tribinal la mèr la fine di bande Langlètère i doi lèv zot balo épi larg lourlé bande chagoss épi rodone lo droi bande shagossien rante shé zot. Zordi la kour internassyonal La Haye la fine kondane Langlètèr é an mèm tan l'Amérik. La COI i oi pa, i antan pa, son boush lé také kan i parl noute bande frèr Shagossien.

Ziskakan ? Mi panss néna intéré k'i arète pars in lorganism toksik konmsa, éskize mon pardon, mé i vo myé lèv son balo si li rossézi pa. Do gré do fors i fodra parl shagoss épi bande shagossien.

*Justin*